COMMUNE DE PUGET SUR DURANCE

COMPTE RENDU SOMMAIRE DE LA SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL DU 11 JUILLET 2023

L'an deux mille vingt-trois et le onze juillet à vingt-heures trente minutes, le Conseil Municipal de Puget régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil municipal situé à l'espace numérique, sous la présidence de Madame Amélie JEAN, Maire,

Etaient présents Messieurs et Mesdames les conseillers municipaux :
Amélie JEAN, Maire
Christelle FERNANDEZ, Jean-Marc LUNEL, Adjoints au Maire,
Suzanne BOUCHET, Karine CUQUEMELLE, Viviane ROSSI, Michel ANDREOLI, Luc JUSTAMON,
Absent(e)excusé(e) : Emilie BONGIOVANNI donne pouvoir à Viviane ROSSI, Sylvain MEYSSARD donne pouvoir à Jean-Marc LUNEL, Antoine HEIL donne pouvoir à Amélie JEAN,

Secrétaire de séance : Jean-Marc LUNEL

Madame le Maire ouvre la séance à 20 H 30 et constate que le quorum est atteint.

---

1 CCAS : Mise en place d'une convention de partenariat avec la commune de Mérindol pour le portage des repas à domicile du 31 juillet au 19 août 2023

Délibération n° 00053

VOTES		
pour	contre	Abstention
11	0	0

Afin de poursuivre la livraison des repas à domicile durant l'été lors des fermetures annuelles respectives, il est opportun de mettre en place une convention avec la commune de Mérindol ayant pour objet de définir les conditions générales concernant la préparation des repas durant la période du 31 juillet au 19 août 2023 pour les personnes âgées sur la commune de Mérindol et la commune de Puget.

L'organisation pressentie est la suivante :

- Du 31 juillet au 04 août 2023, la commune de Puget s'engage à préparer les plateaux repas en liaison froide pour la commune de Mérindol
- Du 07 au 18 août 2023, la commune de Mérindol s'engage à préparer les plateaux repas en liaison froide pour la commune de Puget

Les repas seront facturés 9,00 €.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres,

- **APPROUVE** la convention de partenariat entre la commune de Mérindol et la commune de Puget pour organiser la préparation des repas pour les personnes âgées du 31 juillet au 19 août 2023
- **FIXE** le prix du repas à 9 € (neuf euros)
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer ladite convention

2 COMMISSION CULTURE :

Délibération n° 00054

VOTES		
pour	contre	Abstention
11	0	0

Il convient de définir les tarifs des boissons qui seront mises à la vente lors des manifestations durant la période estivale 2023 et notamment lors des concerts du Festival International de Musique classique.

Le Conseil Municipal, Madame le Maire entendue, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres :

- **APPROUVE** les tarifs suivants :
  - Jus de fruit au verre (25 cl) : 2,00 €
  - Perrier (33 cl) : 2,00 €
  - Vin de la Verrerie (bouteille 75 cl)
    - Rosé : 15,00 €
    - Blanc : 18,00 €
    - Rouge : 20,00 €

- **DIT** que les recettes seront encaissées par la régie de recettes communale

3 FINANCES - Encaissement d'un chèque de Groupama

Délibération n° 00055

VOTES		
pour	contre	Abstention
11	0	0

Dans le cadre du sinistre causé par une surtension électrique survenue durant l'été 2021 (Salle des fêtes, temple, école), Groupama nous a adressé un chèque de remboursement de la franchise, aboutissement du recours contre le responsable des dommages, d'un montant de 298,00 €.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres,

- **ACCEPTE** le chèque de Groupama d'un montant de 298,00 €.

4 - Référent Déontologue pour les élus locaux

Délibération n° 0056

VOTES		
pour	contre	Abstention
11	0	0

Par délibération n° 0046 du 1er juin 2023, le conseil municipal avait décidé de nommer Madame Amélie JEAN, le Maire, comme référent déontologue.

Or, en vertu de l'article R 1111-A et suivants du CGCT , les missions du référent déontologue pour les élus doivent être exercées en toute indépendance et impartialité par des personnes choisies en raison de leur expérience et de leurs compétences. Ainsi, elles peuvent être exercées par :

- 1° « une ou plusieurs personnes n'exerçant au sein des collectivités auprès desquelles elles sont désignées aucun mandat d'élu local, n'en exerçant plus depuis au moins trois ans, n'étant pas agent de ces collectivités et ne se trouvant pas en situation de conflit d'intérêt avec celles-ci »;
- 2° « un collège, composé de personnes répondant aux conditions du 1°. Celui-ci adopte un règlement intérieur précisant son organisation et son fonctionnement.

Ainsi, il peut s'agir d'une ou plusieurs personnes. Elles ne doivent pas exercer un mandat d'élu local au sein des collectivités dans lesquelles elles seront désignées.

Considérant les modalités énoncées ci-dessus, la délibération n° 0046 du 1er juin 2023 a été retirée.

Le Conseil Municipal, Madame le Maire entendue, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres :

- **RETIRE** la délibération n°0046 du 1er juin 2023
- **DECIDE** de reporter la désignation du Référent Déontologue

5 - CCFF : Assurance pour les bénévoles du CCFF

Délibération n° 0057

VOTES		
pour	contre	Abstention
11	0	0

Dans la convention de coordination des moyens humains et matériels entre les Comités Communaux Feux de Forêt (CCFF) de Lauris, Puyvert et Puget signée en 2016, aucun article n'aborde l'assurance des bénévoles du CCFF en cas d'accident. Cette question a été posée lors

d'un incident survenu à un membre bénévole de Puyvert lors d'une formation organisée par l'association départementale des CCFF.

Par délibération, la commune de Puyvert propose d'ajouter l'article suivant dans l'actuelle convention :
« Assurance Accident des Bénévoles : Il appartient à la commune du territoire sur lequel interviennent les bénévoles du CCFF de les assurer. Un bénévole, pour être pris en charge par l'assurance de la commune, n'a pas à être obligatoirement domicilié sur la commune du moment qu'il a été missionné pour intervenir sur le territoire de ladite commune. Les bénévoles des CCFF qui participent à des cessions de formation ou manifestations organisées par leur fédération ou une association doivent être assurés par l'organisateur de l'évènement. »

Après contact pris auprès de notre Assurance « Responsabilité Civile » les bénévoles d'une autre commune mis à disposition de notre collectivité sont assurés pour les dommages causés aux tiers par le contrat RC dès lors qu'ils agissent pour le compte de la collectivité ; Une garantie individuelle accident est prévue au contrat afin de garantir les dommages subis pendant une mission pour le compte de la collectivité dont un poste pour les frais médicaux.

Le Conseil Municipal, Madame le Maire entendue, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres :

- **ADOPTE** l'ajout de l'article relatif à l'assurance des bénévoles du CCFF à la convention de coordination des moyens humains et matériels entre les CCFF de Lauris, Puyvert et Puget

- **AUTORISE** Madame le Maire à signer la convention entre les CCFF de Lauris, Puyvert et Puget au nom de la commune.

6 - Parc Naturel Régional du Luberon

Projet : Un coin de verdure pour la pluie dans la cour de récré – Phase 2

Afin de pouvoir déposer la demande d'aide financière auprès de l'Agence de l'Eau dans les meilleurs délais pour le projet « Un coin de verdure pour la pluie dans la cour de récré », il convient de joindre à la demande un projet de délibération.

Madame le Maire propose au conseil municipal la délibération suivante :

Projet de délibération :
Par délibération n°035/2023, le conseil municipal lors de sa séance du 30 mars 2023, a approuvé le projet d'un coin de verdure pour la pluie de l'école de Puget ainsi que la convention partenariale d'accompagnement et d'animation de la démarche par le Parc du Luberon, sur la phase 1 du projet (étude de faisabilité).
Les études, analyses, tests et diagnostics du projet de désimperméabilisation ayant été réalisés, il convient de lancer la phase 2 : Maîtrise d'œuvre et travaux.
Le coût de l'aménagement retenu pour l'élaboration du programme de désimperméabilisation et de végétalisation de la cour de l'école de Puget, joint à la présente délibération en annexe 1, serait d'un coût global de **196 057,30 € H.T.** :

Etude pré opérationnelle chiffrée pour l'élaboration d'un programme d'investissement de désimperméabilisation et de végétalisation de la cour d'école de Puget Estimation sommaire des travaux			Projet Puget Scenario retenu Chiffrage V3	
Poste	**U**	**Q**	**PU**	**TOTAL**
Travaux préparatoires (mise en place chantier)	fft	1	5 500,00	5500
Sciage d'enrobé	ml	7	5,00	35
Démolition de revêtements	m2	950,00	10	9500
Canalisation réseau pluvial	ml	100,00	40,00	4000
Branchement réseau pluvial	fft	3,00	500,00	1500
Tranchée drainante	ml	100,00	9,00	900
Renouvellement descente de toiture et pose de dauphin	u	3,00	600,00	1800
Arrosage goutte à goutte	m²	500,00	15,00	7500
Branchement arrosage sur AEP et programmation	fft	1,00	800,00	800
Récupérateur d'eau	u	2,00	550,00	1100
Bordure bois	ml	120,00	50,00	6000
Nouveau revêtement filtrant (enrobé drainant)	m2	320,00	85,00	27200
Revêtement drainant - mulch ou gravillons	m2	250,00	21,00	5250
Terrassement	m3	500,00	25,00	12500
Jardin de pluie	m²	50,00	75,00	3750
Terre végétale	M3	240,00	40,00	9600
Massif arbustif	m2	65,00	400,00	26000
Cheminement clapicette et rondins bois	m2	20,00	40,00	800
Arbre	u	8,00	500,00	4000
Cabane végétalisée en osier tressé	u	1,00	2500,00	2500
Table de pique-nique	u	3,00	950,00	2850
Gradin assise en bois	ml	9	450	4050
Banc	u	3,00	500,00	1500
Jeux motricité	fft	1,00	15000,00	15000
Bac potager	u	1,00	400,00	400
Panneau pédagogique	u	1,00	400,00	400
Borne fontaine	u	1,00	3500,00	3500
Entretien 1 an des espaces verts	m2	475,00	3,00	1425
Marquage au sol	fft	1,00	1000,00	1000
Sous TOTAL Travaux HT				**160 360,00**
Divers & imprévus 10%				16036
Etudes complémentaires et Maîtrise d'œuvre 10%	fft	1		12828,80
Etudes hydrauliques et tests d'infiltration	fft	1	3937,5	3937,5
Plan topographique	ft	1	1695	1695,00
Communication et éducation	ft	3	400	1200,00
Sous TOTAL Etudes et Travaux HT				**196 057,30**
TOTAL TTC				**235 268,76**

Comme déjà évoqué, l'Agence de l'eau poursuit son soutien initial dans le cadre de l'appel à projets « Un coin de verdure pour la pluie » dans le cadre de son 11ème programme « sauvons l'eau » jusqu'en décembre 2024. Pour rappel, le taux d'intervention (études et travaux) sur les

dépenses éligibles est de 70 % avec possibilité d'inclure le coût des études pré-opérationnelles dans la demande de financement, de manière rétroactive.

Considérant les différents postes intégrés dans l'estimation sommaire des travaux, la prise en charge financière de l'Agence de l'Eau pourrait s'élever au mieux à **110 902,61 € H.T.,** sur les postes indiqués ci-dessous :

Poste	U	Q	PU	TOTAL	Prise en charge financière Agence de L'eau %	Prise en charge financière Agence de L'eau € HT
Travaux préparatoires (mise en place chantier)	**fft**	**1**	**5 500,00**	**5500**	**70,00%**	**3 850,00**
Sciage d'enrobé	**ml**	**7**	**5,00**	**35**	**70,00%**	**24,50**
Démolition de revêtements	**m2**	**950,00**	**10,00**	**9500**	**70,00%**	**6650,00**
Canalisation réseau pluvial	**ml**	**100,00**	**40,00**	**4000**	**70,00%**	**2 800,00**
Branchement réseau pluvial	**fft**	**3,00**	**500,00**	**1500**	**70,00%**	**1 050,00**
Tranchée drainante	**ml**	**100,00**	**9,00**	**900**	**70,00%**	**630,00**
Renouvellement descente de toiture et pose de dauphin	**u**	**3,00**	**600,00**	**1800**	**70,00%**	**1 260,00**
Récupérateur d'eau	**u**	**2,00**	**550,00**	**1100**	**70,00%**	**770,00**
Bordure bois	**ml**	**120,00**	**50,00**	**6000**	**70,00%**	**4 200,00**
Nouveau revêtement filtrant (enrobé drainant)	**m2**	**320,00**	**85,00**	**27200**	**70,00%**	**19 040,00**
Revêtement drainant - mulch ou gravillons	**m2**	**250,00**	**21,00**	**5250**	**70,00%**	**3 675,00**
Terrassement	**m3**	**500,00**	**25,00**	**12500**	**70,00%**	**8 750,00**
Jardin de pluie	**m²**	**50,00**	**75,00**	**3750**	**70,00%**	**2 625,00**
Terre Végétale	**m3**	**240,00**	**40,00**	**9600**	**70,00%**	**6 720,00**
Massif arbustif	**m2**	**65,00**	**400,00**	**26000**	**70,00%**	**18 200,00**
Cheminement clapicette et rondins bois	**m2**	**20,00**	**40,00**	**800**	**70,00%**	**560,00**
Arbre	**u**	**8,00**	**500,00**	**4000**	**70,00%**	**2 800,00**
Cabane végétalisée en osier tressé	**u**	**1,00**	**2500,00**	**2500**	**70,00%**	1 750,00
Bac potager	**u**	**1,00**	**400,00**	**400**	**70,00%**	**280,00**
Panneau pédagogique	**u**	**1,00**	**400,00**	**400**	**70,00%**	**280,00**
Divers & imprévus 10%				**16 036**	**70,00%**	**11 225,20**
Etudes complémentaires et Maîtrise d'œuvre 10%	**fft**	**1**		**12828,80**	**70,00%**	**8 980,16**
Etudes hydrauliques et tests d'infiltration	**fft**	**1**	**3937,50**	**3937,50**	**70,00%**	**2 756,25**
Plan topographique	**ft**	**1**	**1695**	**1 695,00**	**70,00%**	**1 186,50**
Communication et éducation	**Ft**	**3**	**400**	**1 200,00**	**70,00 %**	**840,00**
TOTAL HT				**158 432,30**	**70,00%**	**110 902,61**
TOTAL TTC				**190 118,76**		

Par conséquent, le reste à charge de la commune serait de **85 154,69 € H.T.**

Considérant l'étude pré-opérationnelle chiffrée pour l'élaboration du programme de désimperméabilisation et de végétalisation de la cour d'école de Puget,

Considérant le coût global de l'opération d'un montant de 196 057,30 € H.T.,

Considérant que le seuil de dispense de publicité et de mise en concurrence est porté de 100 000 € H.T. jusqu'au jusqu'au 31 décembre 2024 inclus, en vertu de l'article 6 du décret n° 2022-1683 précité du 28 décembre 2022 pour les marchés de travaux,

Le conseil municipal est invité à :

- **Se prononcer** sur le programme d'investissement de désimperméabilisation et de végétalisation

- **Approuver** le lancement de la phase 2 pour la maîtrise d'œuvre et des travaux,

- **Solliciter** l'aide financière de l'Agence de l'eau sur la base de l'étude pré-opérationnelle chiffrée à hauteur de 70 % sur les postes éligibles, soit une aide totale de **110 902,61 €**

- **Solliciter** les aides financières de la Région et du Département de Vaucluse d'un montant total de **45 943,23 €** pour atteindre 80 % de financement du projet global,

- **Approuve** le plan de financement prévisionnel pour un coût prévisionnel global de **196 057,30 € H.T. :**

Financeurs	**Montant de la contribution attendue**	**%**
Agence de l'eau	110 902,00	57 %
Département	22 900,00	11 %
Région	23 000,00	12 %
Part d'autofinancement	39 211,00	20,00 %

- **Lancer** une procédure de publicité et de mise en concurrence pour le marché de travaux considérant le montant global du projet,

- **Autoriser** Madame le Maire à signer tous les documents se rapportant au projet précité et notamment les demandes d'aides financières sollicitées,

▶ Après lecture du projet de délibération, le conseil municipal approuve la rédaction de cette dernière.

7- FEADER

Madame le Maire explique que le Fonds européen agricole pour le développement Rural est un instrument de financement de la politique agricole commune (PAC). Il est consacré au développement rural.
Dans ce cadre, les communes du Sud Luberon (Lauris, Cadenet, Villelaure, Lourmarin, Cheval blanc, Mérindol, LMV, Cotelub, …) accompagnées par le Parc du Luberon et la chambre de l'agriculture, se sont rencontrées afin d'échanger essentiellement sur un projet commun portant sur la relocalisation et les circuits courts pour les restaurations collectives.

Néanmoins, il est nécessaire d'évaluer les besoins, de faire un audit portant sur le foncier des territoires concernés afin d'évaluer et de valoriser le foncier agricole disponible et ainsi de le protéger.

Ainsi, lors de cette dernière rencontre, il a été décidé de déposer un dossier FEADER par le PNR du Luberon.
Les actions retenues sont :

- Animation /communication et coordination transversale à l'échelle du territoire
- Protéger, stocker et valoriser le foncier agricole
- Appui et facilitation de la transmission et de l'installation agricole

La demande d'aide permettra, notamment, de financer la création d'un poste d'animation, à temps plein sur le territoire concerné par cette animation, réparti au PNRL et à l'association « Au Maquis ». Il a été évoqué la possibilité que les communes concernées par ce temps d'animation puissent participer au financement du poste. De futures rencontres sont prévues pour définir les modalités et le budget pour la création de ce poste.

8- Création d'un poste d'Adjoint Technique, catégorie C à temps non complet (13,50 h/hebdomadaires)

Délibération n° 0058

VOTES		
pour	contre	Abstention
11	0	0

Vu le Code Général de la Fonction publique et notamment ses articles L313-1 et L332-8
Vu le budget,
Vu le tableau des emplois et des effectifs,

Le Maire informe l'assemblée :

Conformément à l'article L313-1 du Code Général de la Fonction publique, susvisé les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Considérant la nécessité d'assurer les missions suivantes de :

- Portage des repas
- Entretien du réfectoire
- Surveillance du réfectoire

Le Maire propose à l'assemblée :

La création d'un emploi d'un agent technique à temps non complet, soit 13,50 /35ème à compter du 1er septembre 2023, pour

- Portage des repas
- Entretien du réfectoire
- Surveillance du réfectoire

Cet emploi est ouvert aux fonctionnaires relevant du cadre d'emploi d'Adjoint Technique Territorial de catégorie C1

L'emploi pourra être occupé par un agent contractuel recruté à durée déterminée pour une durée maximale d'un an en cas de recherche infructueuse de candidats statutaires au vu de l'application de l'article L332-14 du Code Général de la Fonction publique.
Sa durée pourra être prolongée, dans la limite d'une durée totale de 2 ans, lorsque, au terme de la durée fixée au 2ème alinéa de l'article L332-14 du Code Général de la Fonction publique, la procédure de recrutement pour pourvoir l'emploi par un fonctionnaire n'a pu aboutir.

Par dérogation, l'emploi pourra être pourvu par un agent contractuel sur le fondement de l'article L332-8 du Code Général de la Fonction publique :

- L332-8 2° Pour les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par le présent code ;
- L332-8 3° Pour les communes de moins de 1 000 habitants et les groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants, pour tous les emplois ;
- L332-8 5° Pour les autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L 4, pour tous les emplois à temps non complet, lorsque la quotité de temps de travail est inférieure à 50 % ;

En cas de recours à un agent contractuel en application des dispositions ci-dessus énoncées, celui-ci exercera les fonctions définies précédemment.
Son niveau de recrutement et de rémunération seront définis comme suit :

Grade Adjoint Technique Territorial, échelon 1, Indice Brut 367, indice majoré 361

Considérant les éléments présentés,
le conseil municipal :

- **ADOPTE** cette proposition,
- **MODIFIE** le tableau des emplois et des effectifs.
- **DIT** que les crédits nécessaires sont inscrits au budget de la collectivité
- **AUTORISE** Madame maire de signer tous les documents relatifs à ce dossier et de procéder au recrutement.

Madame le Maire déclare la séance close à 21h 26.

Mis en ligne sur site internet
« www.pugetsurdurance.fr

Le 27/11/2023